

Licence 2 – Semestre 3

Droit des obligations

Support pédagogique

Les principales classifications en droit des contrats

I- Les classifications des actes et contrats

<p>L'acte juridique : « opération juridique consistant en une manifestation de la volonté et ayant pour objet et pour effet de produire une conséquence juridique »</p>	
Unilatéral	Bilatéral / conventionnel
L'acte juridique unilatéral émane de la volonté d'une seule personne.	L'acte juridique bilatéral émane de la volonté de deux personnes / de plusieurs personnes.
<p><u>Exemples :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le testament ➤ La reconnaissance de dette ➤ Le désistement 	<p><u>Exemples :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le contrat de vente ➤ Le contrat de donation ➤ Le contrat de mandat

<p>Le contrat : « espèce de convention ayant pour objet de créer une obligation ou de transférer la propriété ».</p> <p>À distinguer : le contrat unilatéral et le contrat synallagmatique (art. 1106 c.civ)</p>	
Le contrat unilatéral : « qui oblige une personne envers une ou plusieurs autres sans qu'il y ait de la part de ces dernières, d'engagement réciproque ».	Le contrat synallagmatique : « qui engendre des obligations réciproques et interdépendantes ».
<p><u>Exemples :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le contrat de prêt ➤ Le contrat de donation ➤ Le contrat de cautionnement 	<p><u>Exemples :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le contrat de vente ➤ Le contrat de bail ➤ Le contrat de consommation

Source des définitions : G. CORNU, *Vocabulaire juridique*, PUF, Coll. *Quadrige*.

Prépa Droit Juris'Perform

www.juris-perform.fr

6 bis bd Pasteur / 9 bis rue Saint Alexis 34000 Montpellier

Tel : 06 50 36 78 60

II- Classification en fonction des caractéristiques du contrat

Classification fondée sur les conditions de formation du contrat (art. 1109 c.civ)	<u>Contrat consensuel</u> : « se forme par le seul échange des consentements quel qu'en soit le mode d'expression » (al. 1 ^{er}).	<u>Contrat solennel</u> : « sa validité est subordonnée à des formes déterminées par la loi » (al. 2).	<u>Contrat réel</u> : « sa formation est subordonnée à la remise d'une chose » (al. 3).
Classification fondée sur l'existence d'une réglementation (art. 1105 c.civ)	<u>Contrat nommé</u> : dispose d'une dénomination propre.	<u>Contrat innommé</u> : ne dispose pas d'une dénomination propre.	
Classification fondée sur le but poursuivi (art. 1107 c.civ)	<u>Contrat à titre gratuit</u> : « chacune des parties reçoit de l'autre un avantage en contrepartie de celui qu'elle procure » (al. 1 ^{er}).	<u>Contrat à titre onéreux</u> : « lorsque l'un des parties procure à l'autre un avantage sans attendre ni recevoir de contrepartie » (al. 2).	
Classification fondée sur la détermination des effets du contrat (art. 1108 c. civ.)	<u>Contrat commutatif</u> : « lorsque chacune des parties s'engage à procurer à l'autre un avantage qui est regardé comme l'équivalent de celui qu'elle reçoit » (al. 1 ^{er}).	<u>Contrat aléatoire</u> : « lorsque les parties acceptent de faire dépendre les effets du contrat, quant aux avantages et aux pertes qui en résulteront, d'un événement incertain » (al. 2)	
Classification fondée sur l'existence de négociations (art. 1110 c. civ)	<u>Contrat de gré à gré</u> : « celui dont les stipulations sont négociables entre les parties » (al. 1 ^{er}).	<u>Contrat d'adhésion</u> : « celui qui comporte un ensemble de clauses non négociables, déterminées à l'avance par l'une des parties » (al. 2).	
Classification relative aux ensembles contractuels (art. 1111 c.civ.)	<u>Contrat cadre</u> : « accord par lequel les parties conviennent des caractéristiques générales de leurs relations contractuelles futures ».	<u>Contrat d'application</u> : « précise les modalités d'exécution » des contrats cadres.	
Classification fondée sur la durée d'exécution des obligations (art. 1111-1 c.civ.-	<u>Contrat à exécution instantanée</u> : lorsque « les obligations peuvent s'exécuter en une prestation unique » (al. 1 ^{er})	<u>Contrat à exécution successive</u> : lorsque « les obligations d'au moins une partie s'exécutent en plusieurs prestations échelonnées dans le temps » (al. 2).	

Source des définitions : Code civil.

III- Les classifications des obligations

A- Classification en fonction de la nature de l'obligation (antérieure à la réforme du droit des contrats) :

Type d'obligation	Obligation de faire	Obligation de ne pas faire	Obligation de donner
Définition	« Celle qui a pour objet une action ou une prestation de services ».	« Celle qui a pour objet une abstention ».	« Celle qui a pour objet l'aliénation de la propriété ou d'un autre droit et s'exécute en principe par le seul échange des consentements, solo consensu ».
Sanction en cas d'inexécution	Ancien art. 1142 c. civ : octroi de dommages et intérêts (exécution forcée <u>par équivalent</u>)	Ancien art. 1142 et ancien art. 1145 c. civ : octroi de dommages et intérêts + Ancien art. 1143 c. civ : possible destruction de « ce qui aurait été fait par contravention ».	Ancien art. 1136 s. c.civ. : exécution forcée <u>en nature</u>

Source des définitions : G. CORNU, *Vocabulaire juridique*, PUF, Coll. *Quadrige*.

B- Classification en fonction de l'intensité de l'obligation :

Type d'obligation	Obligation de résultat	Obligation de moyens
Définition	« Obligation pour le débiteur de parvenir à un résultat déterminé ... ».	« Obligation, pour le débiteur, non de parvenir à un résultat déterminé mais d'y appliquer ses soins et ses capacités ... ».
Preuve de l'inexécution	« ... la responsabilité du débiteur est engagée sur la seule preuve que le fait n'est pas réalisé, sauf à se justifier, s'il le peut, en prouvant que le dommage vient d'une cause étrangère ».	« ... la responsabilité du débiteur n'est engagée que si le créancier prouve, de la part de ce débiteur, un manquement à ses devoirs de prudence et de diligence ».

Source des définitions : G. CORNU, *Vocabulaire juridique*, PUF, Coll. *Quadrige*.